



"Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battraï jusqu'au bout pour que vous puissiez le dire." (Voltaire)



Siège :
Niamakoro
à 100m
de l'Unicef

B.P. 2043
Tel.: 20 20 62 89
Fax : 20 20 76 39
Bamako (Mali)

édition quotidienne de Jamana
Le premier journal privé du Mali

www.lesechos.ml

N°5005 du jeudi 5 avril 2018 - 29^e année - Mali : 300 F CFA

TOMBOUCTOU P.11

**Salaha Baby réélu
à la tête de la
Ligue de football**

MALI P.5

La République aux itinéraires multiples

Ces cinquante dernières années ont été marquées par certains événements intervenus au Mali : Coup d'Etat de 1968 qui renversa le régime du premier président Modibo Keita, remplacé par des militaires, Renversement en 1991 du régime dictatorial de Moussa Traoré après vingt-trois ans de règne par une révolution populaire appuyée par des militaires, Démission forcée en 2012 en fin de mandat d'Amadou Toumani Touré démocratiquement élu par un groupe de militaires

LES CASSES PLANIFIEES DU LUNDI 5 AVRIL 1993 P.4



Les structures de la Coopérative Jamana pillées et incendiées

**POUR L'INDEPENDANCE
ECONOMIQUE SOCIALE
ET CULTUREL DE
L'AFRIQUE P.3
L'URDA lancée**

**FONDS VERT
POUR LE CLIMAT P.3
Mali plaide pour la
santé et l'agriculture**





En vente dans toutes les librairies



**“DE LA PHILOSOPHIE DES AGES
Le Réveil de l’Afrique”**

*du Pr Amadou Aliou N’Diaye, ancien président de la
Cour suprême du Mali, ancien professeur à l’ENA.*

DISPONIBLE AU PRIX DE 20 000 F CFA

Avis aux annonceurs

Pour toutes vos annonces, une seule adresse :

«Les Echos».

Le 1er journal indépendant du Mali.

Noir et blanc

1 page (20/325 mm)	217 500 F CFA
2/3 page (246/213 mm)	174 000 F CFA
1/2 page (246/160 mm)	130 500 F CFA
1/3 page (246/106 mm)	87 000 F CFA
1/4 page (120/160 mm)	70 000 F CFA
1/6 page (120/77 mm)	36 250 F CFA
Minimum de perception.....	15 000 F CFA

Publi-reportage

1 page.....	360 000 F CFA
1/2 page	220 000 F CFA

En couleur

1 page	395 000 F CFA
1/2 page	199 000 F CFA
1/3 page	140 000 F CFA
1/4	101 000 F CFA
1/6 page (120/77 mm)	51 250 F CFA
Bandeau à la Une en bas de page	100 000 F CFA
Bandeau à la Une en haut de page	125 000 FCFA

Contact : Direction Exploitation et Marketing

En vente dans toutes
les librairies



UNE ŒUVRE DE MAGMA GABRIEL KONATÉ
**disponible dans toutes les
librairies**

AU PRIX DE 2 000 F CFA

En vente dans toutes les librairies



**La politique sanitaire et sociale du Mali
(1992-1997)**

Les choix, les actions et les perspectives.

*Une œuvre collective sous la direction de l’ancien ministre de la
Santé, de la Solidarité et des Personnes âgées Modibo SIDIBE*

PRIX : 6 000 F CFA



5 avril 1839 : naissance de Gabriel-Constant Martin à Entrevaux (Basses-Alpes).

Membre de la Commune, de l'Internationale, blanquiste puis anarchiste. Partisan de la Commune de Paris, il en sera le délégué à l'enseignement et se prononcera, le 27 mai 1871, contre toute forme de capitulation. Réfugié à Londres, il devient membre du conseil général de l'Internationale. Le 15 septembre 1872, il signe le texte «Internationale et révolution, à propos du congrès de la Haye» qui s'oppose à Marx et au conseil général. Il serait aussi le créateur d'une école française à Londres, fréquentée par les enfants des exilés. Il s'installe ensuite à Bruxelles en 1874. A l'amnistie, il rentre à Paris, où il est l'un des fondateurs du parti blanquiste après la mort de celui-ci. Il rallie ensuite les anarchistes et collabore activement à la presse libertaire. «Ça ira» avec Emile Pouget, «La Révolte», etc. Victime des «lois scélérates», il est inculpé lors du «Procès des trente» et condamné par contumace à 20 ans de travaux forcés. Réfugié à nouveau à Londres, il ne rentre en France qu'en 1896, où il est acquitté. Il continue à écrire dans «Le Journal du Peuple» de Sébastien Faure, et meurt le 9 juillet 1906. «Trésorier des compagnons, il a de plus utilisé ses nombreux séjours à l'étranger pour mettre en rapport les anarchistes français avec ceux de Londres, de Bruxelles, de Milan, etc. La crèmerie qu'il tenait, rue Joquelet, était en quelque sorte un lieu d'asile et un centre de renseignements pour tous les malfaiteurs internationaux se réclamant de l'anarchie.» (sic!) In Causes criminelles et mondaines pour 1894.

Insolite

Les singes aussi tirent des bienfaits des sources d'eau chaude



Les bienfaits relaxants des bains dans les sources d'eau chaude, reconnus et pratiqués partout dans le monde, ne sont pas limités aux humains, et les singes en tirent aussi des effets bénéfiques, ont montré des chercheurs japonais. Le singe des neiges japonais, également connu dans l'archipel sous le nom de Nihonzaru (ou macaques japonais), est connu pour aimer se baigner dans les sources d'eau chaude dans la région de Nagano (centre), où les touristes affluent pour photographier ses animaux pendant leurs ablutions. Pendant longtemps, on pensait qu'en se trempant dans ces eaux chaudes, ces singes, de couleur brune tirant sur le beige et au visage rouge, tentaient surtout de se réchauffer durant les froids mois d'hiver dans cette région souvent enneigée.

● AFP

POUR L'INDEPENDANCE ECONOMIQUE SOCIALE ET CULTUREL DE L'AFRIQUE

L'URDA lancée

L'Union pour la révolution démocratique africaine est née le 26 mars dernier à Conakry. Plateforme politique, elle prend son essence dans le panafricanisme prônée par les pères des indépendances africaines.

Les leaders des partis Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance (Sadi) et PDG-RDA de la République de la Guinée se sont retrouvés à Conakry, le 26 mars dernier, pour commémorer ensemble dans la communion et le recueillement, le 34e anniversaire de la disparition du camarade-président Ahmed Sékou Touré et le 27 anniversaire du triomphe de l'insurrection populaire de mars 1991. A cette occasion, une plateforme panafricaniste de lutte politique a été créée et porte le nom de l'Union pour la révolution démocratique africaine (URDA).

Pour les initiateurs de cette plateforme panafricaniste, Dr Oumar Mariko, président de Sadi et Mohamed Touré, secrétaire général du PDG-RDA, le continent africain doit avoir la capacité de penser, de décider, d'agir pour lui-même. Il doit aussi avoir l'ambition de se construire uni, puissant et prospère pour finalement peser dans le monde des affaires. Ils estiment que l'Afrique, comme à l'époque coloniale, n'a aucune autonomie de penser stratégique ni d'action autonome. Tout cela est mené à sa place par, ce qu'ils appellent « un nouveau colonialisme collectif », appelé trompeusement

communauté internationale qui lui impose des choix et des orientations qui sont contraires à ses intérêts. C'est pourquoi la question d'un changement profond dans tous les domaines ne relève pas uniquement des préoccupations institutionnelles organisationnelles et techniques. Elle est essentiellement une question d'option idéologique et politique.

Oumar Mariko et Mohamed Touré s'identifient aux pères des indépendances africaines dont les actions concertées du Ghana de N'Kwamé Nkruma, Sékou Touré de la Guinée et de Modibo Keita du Mali ont abouti à la création de l'OUA future Union africaine. Selon les leaders du PDG-RDA et de Sadi, l'Afrique, doit réussir son intégration politique en formant un grand ensemble politique.

A suivre

● DENIS KONÉ

FONDS VERT POUR LE CLIMAT

Mali plaide pour la santé et l'agriculture

Le dialogue structuré entre le Fonds vert pour le climat (GCF) et les groupes régionaux Afrique, ouvert, mardi 3 avril, par le président de la République Ibrahim Boubacar Keïta, se poursuit dans la capitale. A cette deuxième réunion, le Mali soumet des projets qu'il compte lancer cette année.

54 délégations africaines, une trentaine d'institutions financières internationales, en tout, près de 300 participants prennent part, du 3 au 6 avril à Bamako, au deuxième dialogue structuré du Fonds vert sur le climat (GCF) avec la région Afrique. Le président de la République Ibrahim Boubacar Keïta a donné le ton aux échanges mardi 3 avril dans l'après midi.

Comme pour les autres pays africains, ce dialogue va permettre au Mali d'identifier les entités accréditées et autres partenaires qui soutiendront la conception et la mise en œuvre des propositions de financement pour le Fonds vert. Pour le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable, Mme Keïta Aïda M'bo les attentes du Mali sont fortes. « Le Mali a pré-

senté au GCF une demande d'appui pour l'accréditation de trois entités et le financement d'un portefeuille de projets et programmes de résilience dans des domaines prioritaires cibles par notre pays pour faire face aux défis de la santé, l'agriculture et du développement tout court ». Le ministre a sollicité auprès du fonds vert pour le climat une attention particulière afin qu'un nombre significatif de ces projets soumis soient lancés au courant de cette année.

Le Mali peut attendre du GCF, selon son directeur exécutif, Howard Bamsey, des financements additionnels du fonds vert pour le climat pour pouvoir soutenir ses actions en matière de réduction de Gaz à effet de serre et d'adaptation au changement climatique. Pour qui « Le GCF a été mandaté pour apporter son assis-

tance aux pays Afrique et ailleurs dans le monde pour mettre en œuvre leurs mesures de changement climatique ».

Autour des segments ministériels, des sessions plénières et groupes de travaux, les participants se partagent aussi leurs expériences respectives sur le changement de modèle vers un développement durable à faible émission et résilients aux affres du climat.

A la cérémonie d'ouverture, le président IBK a appelé à une intégration du climat dans la planification du développement. Qui, soutient-il, est désormais un impératif national pour la survie des écosystèmes et populations. « Nous sommes tous déterminés à vaincre le règlement climatique qui accentue non seulement l'inégalité et la disparité entre les différentes

zones géographiques du globe, mais aussi les situations précaires des populations les plus démunies » dit-il. Le président de la République dit accueillir avec plaisir la décision de la Banque mondiale d'accompagner le Mali dans le retour à la vie du fleuve Niger. Le programme de la BM va assurer le drainage et la mise en eau de ce fleuve.

Le fonds vert est un mécanisme de financement de l'Onu. Il est rattaché à Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Lancé en décembre 2011 à Durban lors de la session de la conférence des parties, fonds soutient et appuie des projets et programmes de réduction des émissions de carbone et de résilience aux changements climatiques, à travers les secteurs public, privé et la société civile. Le fonds vert pour le climat appuie 21 pays en Afrique dont le Mali, selon son directeur exécutif, Howard Bamsey.

● KADIATOU MOUYI DOUMBIA

5 AVRIL

Un clin d'œil au travail invisible

Ce jeudi est consacré à la journée internationale du travail invisible, une notion encore méconnue officiellement au Mali, mais bien réelle dans la société.

Le travail invisible ? A priori, on pourrait penser qu'il s'agit du travail non déclaré ou des professions officiellement interdites. Et pourtant, il n'en rien.

On parle habituellement du travail invisible dans le cadre familial avec le travail des mères de familles, essentiel et pourtant toujours aussi méconnu. Son qualificatif d'invisible lui vient du fait que sa valeur n'est pas reconnue ni comptabilisée dans les comptes nationaux comme par exemple le produit intérieur brut (PIB).

Il s'agit du travail qui n'est pas reconnu comme tel et non comptabilisé dans la création de richesses au sein d'un pays. Et les exemples sont nombreux : femme au foyer s'occupant des activités domestiques, femme d'agriculteur travaillant dans l'exploitation sans avoir un statut précis, enfant de commerçants dépannant leurs parents de temps à autre, per-

sonne quittant son emploi pour s'occuper d'un proche malade, ensemble du travail accompli au sein de la famille et du bénévolat réalisé dans la communauté, quel que soit le statut de la personne. Dans les pays en développement, il comprend aussi tous les travaux liés à la survie de la famille: le transport de l'eau, la production agricole et artisanale, le travail domestique des mères de familles, essentiel et pourtant toujours aussi méconnu etc.

Il est difficile de changer le cours des choses en la matière. Surtout au Mali où la femme est synonyme de ménagère, qu'elle travaille ou pas elle gère son foyer. Espérons tout de même qu'une telle journée permettra à tous de mieux comprendre et apprécier la valeur de ce travail « invisible ». Par exemple, permettre aux gouvernements de mettre en place des politiques et des programmes qui contri-

bueront à améliorer davantage le statut des femmes au foyer, premières responsables du travail invisible, et à assurer leur autonomie sociale et financière.

Le travail invisible est une notion qui vient du Québec, popularisée par l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (Afeas). Depuis 2001, cette dernière lui consacre une journée chaque année, un combat devenu national depuis 2010 après avoir été reconnu par les autorités canadiennes. Pour l'Afeas, la reconnaissance de la valeur du travail invisible permet de valoriser les personnes qui l'accomplissent, généralement des femmes comme mères et aidantes. Pour donner de la visibilité à de l'invisible, tel est le challenge relevé par cette journée mondiale. Elle permet de porter à l'attention des populations et des décideurs, l'importance du travail invisible et la pertinence de politiques et de mesures pour soutenir les parents et les aidant(e)s.

● AMINATA TRAORÉ

EDITORIAL

Comme si c'était hier !

Je me souviens, encore comme si c'était hier, de ce vendredi 17 mars 1989 où les populations de Bamako ont découvert, à partir de 6 h du matin, aux abords des grandes artères et aux principaux carrefours, des jeunes, sac en bandoulière, proposant à la criée "Les Echos ! Le journal".

Je me souviens de ces réunions interminables qui ne prenaient souvent fin que tard dans la nuit. Assis dans la cour du siège de la Coopérative Jamana à Ouolofobougou, rue de Dakar sur des chaises en bambou, autour d'Alpha, de Barry et de Sanaba, mille et une questions étaient posées sur tel ou tel papier. Les trois jeunes journalistes qui faisaient leur baptême du feu devaient recouper les informations, revisiter leurs sources...

Je me souviens comme si c'était hier, que quelques semaines auparavant, Alpha avait fait les démarches administratives pour la création du journal. Avec d'autres camarades, ils avaient aussi informé des personnes âgées et des hommes de Dieu et demandé leurs bénédictions. Des jeunes diplômés de l'Ecole de médecine et de pharmacie, de l'Ecole nationale d'administration et de l'Ecole normale supérieure ont été contactés pour être des revendeurs.

Je me souviens comme si c'était hier : contacté, le PDG des Editions imprimeries du Mali (Edim), une société d'Etat, a accepté d'imprimer le journal. Il a accepté volontiers. Pas parce qu'il sous-estimait les risques qui pouvaient être les siens mais, il était convaincu que le combat pour plus de liberté mérite d'être mené, mérite d'être gagné. Les travailleurs des Edim ont épousé cette vision claire de leur chef. Maintes fois, ils ont appelé au journal pour dire leur disponibilité à attendre jusqu'à 2 h ou 3 h du matin pour une édition spéciale.

Je me souviens comme si c'était hier du scepticisme des uns et de la crainte des autres. Alors que le pouvoir en place accueillait le projet de création avec mépris car se disait-il, les Maliens ont d'autres soucis que d'acheter un journal, les lecteurs se demandaient si les initiateurs auraient suffisamment de courage pour continuer l'œuvre.

Malgré les problèmes (retard de salaire, licenciement, chômage...) les intimidations et les brimades, les Maliens ont réservé un accueil extraordinaire au journal. En un an d'existence, le tirage est passé de 2000 exemplaires à 12 000 exemplaires. Le 26 mars 1991 le journal a atteint 30 000 exemplaires, un taux de tirage jamais égalé ! Mieux depuis, l'espace médiatique malien s'est totalement métamorphosé.

Ces résultats, nous les devons d'abord et surtout à nos fidèles lecteurs qui ont porté le journal à bout de bras. Nous les devons aussi à nos partenaires qui ont cru en notre aventure et qui nous ont accompagnés. Nous le devons surtout à l'engagement sans faille de chacun des travailleurs qui ont mis le cœur à l'ouvrage pour faire renaître Jamana que d'aucuns croyaient enterrée après qu'elle eut été une victime innocente des violences urbaines du 5 avril 1993.

Aujourd'hui plus qu'hier, 20 ans après, le journal doit redoubler de vigilance, être plus professionnel et plus compétent. Cette exigence nous la devons à nos fidèles lecteurs, à nos partenaires et aux nôtres qui ne sont plus de ce monde. Les Echos dérangeront mais ne provoqueront jamais !

LES CASSES PLANIFIEES DU LUNDI 5 AVRIL 1993

Les structures de la Coopérative Jamana pillées et incendiées

Le parcours a été semé d'embûches. Des hauts et des bas sur fond de violence. Pour preuve, les casses du 5 avril 1993. Intervenues dans un contexte sociopolitiques très mouvementé, les casses avaient ciblé l'ensemble des structures de Jamana et particulièrement les Echos : quotidien au parcours si remarquable dans l'avènement de la démocratie et du multipartisme intégral et qui soufflera sur ses vingt bougies le 17 mars 2009.



Après les élections de 1992, qui ont vu la victoire de l'Adéma et l'élection de son candidat Alpha Oumar Konaré à la présidence de la République, le pays a connu une période d'instabilité qui a culminé en 1993 avec les violences de tous ordres. Malheureusement, la Coopérative Jamana n'y a pas échappé, car l'ensemble de ses structures ont été attaquées, incendiées et détruites.

Mahmoud Sidibé, un témoin oculaire de l'évènement et actuel directeur commercial de la Coopérative Jamana explique : « Le lundi 5 avril 1993 l'opération a démarré le matin de bonjour, cette casse était planifiée, car toutes les structures de Jamana parsemées de part et d'autre dans la

ville de Bamako ont été cassées et incendiées au même moment ».

Les structures de Jamana ont été incendiées dans un contexte politique où Alpha Omar Konaré, un des fondateurs de la Coopérative, était à la tête de l'Etat. L'Association des élèves et étudiants du Mali (AEEM), manipulée par les ennemis du pouvoir en place, s'est attaquée aux symboles de l'Etat (Assemblée nationale, ministères, etc.), à certains sièges de partis politiques (Adéma, US-RDA, etc.) à des domiciles privés et à toutes structures assimilées, à tort ou à raison, comme appartenant à ceux qui gèrent le pays.

Les casses de Jamana entraient dans un vaste complot

contre l'Etat. La preuve a été rapportée par l'un des principaux casseurs de l'époque. Incontestablement, aux dires de M. Sidibé, les dégâts commis contre Jamana étaient abyssaux tant en matériel qu'en investissement intellectuel et humain. Les casseurs ont, en moins d'une heure, ruiné les résultats de plus de quinze ans de lutte d'hommes et de femmes patriotes et démocrates.

En effet, selon M. Sidibé, il est important de souligner qu'après quelques années des langues se sont déliées, car on se rappelle, que lors d'une assise du Club perspectives et développement (CPD) le 7 mars 2007 et en présence de Me Mountaga Tall, alors 1er

vice-président de l'Assemblée nationale, un des acteurs de cette casse Nouhoum Togo, chargé de mission au ministère de la Défense et des Anciens combattants a révélé que "le 5 avril 1993 était un coup de d'Etat et le général Amadou Toumani Touré, en a été informé, mais a refusé de prendre le pouvoir dans ces conditions, sinon aurait-il argumenté, il y aurait un coup d'Etat tous les 5 ou 6 ans".

Les casses ont occasionné une perte estimée à plusieurs millions de F CFA, selon le directeur commercial de Jamana. "Mais la perte la plus inestimable concerne la destruction de nombreux manuscrits, dont les auteurs, pour la plupart, ne sont plus de ce monde. Les destructions n'ont pas empêché la Coopérative et particulièrement le journal Les Echos de poursuivre leur trajectoire. A l'époque le journal avait une parution hebdomadaire et une année après Les Echos sont devenus quotidiens".

Pour des témoins de cette crise, nul ne saurait apprécier à sa juste valeur la gravité et l'immensité des dégâts causés sur les édifices publics, les entreprises et les biens privés, les agressions physiques au cours de la journée du 5 avril à Bamako. Ce qui est à mettre au compte de l'abnégation et du courage des travailleurs de Jamana. Sidibé témoigne que les agents de Jamana, si résistants, sont restés sur place lors de la casse en avril 1993. Malgré les casses, la Coopérative Jamana est toujours debout et montre chaque jour ce dont elle est capable dans la poursuite de ses objectifs tout en assumant ses responsabilités.

ASSITAN HAÏDARA

La violence sur "Les Echos"

Le journal dérangeait tout le monde. Et nous en étions fiers. Les premières années post-électorales ont été marquées par une violence inouïe. L'opposition et le mouvement étudiant déclenchaient pour un oui pour un non un cycle de violence qui s'abattait sur la capitale. Et c'est tout naturellement que le journal allait se retrouver dans l'œil du cyclone.

Avec la seule volonté d'anéantir Jamana et le journal. En 1993, toutes les installations du journal ont été détruites (librairie, imprimerie, siège, unité de composition, matériel roulant etc. tous incendiés). Cette barbarie sans précédent allait être suivie par d'autres de faible intensité (il y eut des moments où les casseurs, faute de trouver du matériel à détruire, s'en prenaient aux fleurs et aux arbres). Mais le journal a survécu. La violence psychologique était partout présente. Les journalistes des Echos étaient mis à l'in-



dex non pas comme journalistes mais comme proches du régime.

Après le fiasco électoral de 1997, le Coppo battait le pavé tous les jours. Et tous ceux qui avaient une "raison" ou une autre d'en vouloir aux Echos se retrouvaient dans les rangs de cette opposition radicale. Lors d'une de ses marches, un de nos reporters n'a eu la vie sauve qu'à la vitesse de ses jambes qui lui a permis de se réfugier dans une maison.

Porté sur la qualité, le journal "Les Echos" a fait du recrutement de journalistes professionnels l'un de ses chevaux de bataille. C'est ainsi que de jeunes sortants du Cesti ou de la Russie ont été recrutés pour renforcer les capacités rédactionnelles du journal. Nous étions le premier journal, nous entendions rester dans le peloton de tête malgré la concurrence de plus en plus âpre.

MALI

La République aux itinéraires multiples

Ces cinquante dernières années ont été marquées par certains événements intervenus au Mali : Coup d'Etat de 1968 qui renversa le régime du premier président Modibo Keïta, remplacé par des militaires, Renversement en 1991 du régime dictatorial de Moussa Traoré après vingt-trois ans de règne par une révolution populaire appuyée par des militaires, Démission forcée en 2012 en fin de mandat d'Amadou Toumani Touré démocratiquement élu par un groupe de militaires.

Ce dernier coup d'Etat a conduit à une partition momentanée du pays après vingt ans de vie démocratique qui a fragilisé les institutions et participe à l'effondrement de l'Etat. L'étiologie de cet effondrement de l'Etat passe par une analyse politique, économique, et par l'approche de formes de gestion des acteurs durant les différentes époques.

Le Coup d'Etat de 1968 s'est justifié par le fait que les dépenses des sociétés d'Etat étaient plus élevées que les recettes creusant un déficit permanent. Donc une mauvaise gestion qui entraînait une dégradation du système économique. L'autre justification de ce coup d'Etat était que, malgré le nombre très élevé de personnels au sein de la fonction publique, celle-ci ne parvenait pas à répondre aux attentes et besoins des citoyens. On était arrivé au terme d'un système politique caractérisé par un manque de dynamisme, une défaillance économique et une inefficacité de la fonction publique. Pour faire face à la situation et contenir l'émergence des faisceaux de tensions sociales, politiques et économiques, il semblait nécessaire pour les militaires d'intervenir par un coup d'Etat pour libérer le pays de cette impasse.

Quelle alternative a été proposée ? Quels sont les résultats en matière de progrès social après vingt-trois ans de régime militaire ? L'époque 1968 se caractérisait par une crise interne et une tentative de mode de gestion interne de celle-ci. La trajectoire de l'Etat était maintenue par des acteurs internes principalement les militaires. Tous les autres acteurs (politiques, fonctionnaires, syndicats, populations, commerçants) étaient sous les ordres des militaires. En 1968, l'Etat était dans un modèle de *gestion verticale*. Les contradictions, les oppositions étaient maîtrisées par les militaires. On peut dire que les militaires imposèrent un système managérial *vertical endogène*, sur l'ensemble du pays et dans toutes les institutions de l'Etat. Dans un tel système managérial, le pouvoir agit avec énergie et fermeté. Du coup les autres acteurs deviennent anonymes, manipulables par peur

de représailles. Les possibilités, les capacités de changement sont subordonnées aux volontés militaires.

Vingt trois ans après, soit en 1991 on découvre les limites du management *vertical endogène* et de la perspective de progrès social préconisée par les militaires. Celles-ci furent une illusion pour les populations qui n'ont pas connue une amélioration de leurs conditions de vie. Le développement du niveau de vie étant tributaire du développement économique, le coup d'Etat de cette période se justifiait pour les populations car les tentatives de résolution de la mauvaise gestion gangrenant les entreprises d'Etat, de lutte contre la corruption et les détournements des fonds publics n'ont pas apporté solutions significatives. Mieux, on trouvait que les droits élémentaires étaient bafoués : répression, manque de liberté d'expression. Les soulèvements et la révolution populaire appuyés par d'autres militaires se justifiaient par le fait que le système managérial *vertical endogène* était dans l'incapacité de trouver des solutions aux problématiques ci-dessus citées.

La période 1991 était caractérisée également par une crise interne avec sa particularité de ferveur populaire en faveur de la démocratisation des institutions de l'Etat. Les acteurs syndicats, associations estudiantines, mouvements démocratiques, fonctionnaires, commerçants luttaient pour un modèle de gestion démocratique. La trajectoire de l'Etat était maintenue non plus par les seuls militaires mais plutôt par ces acteurs multiples et divers précédemment cités ci-dessus. Ceux-ci se font assister par des acteurs externes tels que : organisations non gouvernementales, bailleurs de fonds, partenaires du développement, Etats apportant des soutiens financiers pour stabiliser soutenir les finances publiques. Les défis qui attendaient ne seront surmontés que par un management *horizontal endoexogène* impliquant ensemble ces acteurs internes et externes. Un système de management qui fascine, séduit, agrège un nombre important d'acteurs en vue d'une gestion collégiale. Il donne l'impression à tous les

acteurs de pouvoir agir partout et dans toutes les circonstances, dans toutes les activités économiques et sociales du pays. La force du système *horizontal endoexogène* est dans les institutions. La normalisation sociale, économique et des actions publiques passent par celles-ci. Plus les institutions existent et sont fortes, mieux les acteurs sont en mesure d'entreprendre dans tous les domaines, et plus on pense que les populations aspireront à de meilleures conditions de vie.

L'économie étant le socle de l'équilibre social, le management *horizontal endoexogène* semble donner suffisamment de marge de manœuvre aux différents acteurs pour leur permettre d'agir dans une économie malienne en forte décroissance. En 1991 on retient que dans sa structuration le modèle de *gestion horizontal endoexogène* n'offrait pas un équilibre dans les rapports de forces entre les acteurs internes et externes.

On constate que la marge de manœuvre était plutôt détenue dans une certaine mesure par les acteurs extérieurs détenant des moyens financiers. La forte dépendance de l'économie malienne vis-à-vis des contributions, des participations et des appuis extérieurs, limitait les actions des acteurs maliens principalement leaders politiques, associatifs, mouvements, syndicats, fonctionnaires, commerçants dans leur capacité de régulation des relations sociales dans le pays et dans le renforcement de son système économique. Les différents acteurs, dans leurs rôles et leurs positionnements s'ajustaient pour atteindre des objectifs de consolidation de la démocratie. Dans ce cadre l'accent fut plutôt mis sur la formation des ressources humaines dans les institutions, au détriment des secteurs vitaux du pays comme l'agriculture, l'élevage, la pêche, qui emploient une large partie de la population malienne. On retient que la logique dominante dans cette période était la convergence, la réconciliation de tous les acteurs politiques après la crise en vue d'une stabilité politique dans le pays. Une unité entre ces acteurs pouvait devenir un socle de stabilité sociale, éco-

nomique.

Vingt et un ans plus tard soit 2012, intervient un autre coup d'Etat, qui montre, semble-t-il, les limites et la fragilité des institutions mises en place. L'Etat est face à une crise démocratique dont les causes sont la marginalisation, l'exclusion des populations de la régulation politique, sociale, économique du pays. De façon générale on justifiait ce coup d'état par le fait que les populations ne sont pas associées à cette régulation, au fonctionnement des institutions au Mali. Celles-ci sont restées au statut de spectateur entre les acteurs politiques gestionnaires des institutions de l'Etat et les acteurs économiques financiers (Organisations non gouvernementales, partenaires au développement, Etats dans des coopérations bilatérales). Le management *horizontal endoexogène* fusionne acteurs politiques gestionnaires et acteurs économiques financiers. On est dans un schéma qui a tendance à toujours oublier la population au détriment de la maîtrise des institutions et de leur fonctionnement. On constata que les acteurs politiques gestionnaires et acteurs économiques financiers passèrent leur temps à se fasciner, à se séduire, à se plaire. C'est fut un temps où la démocratie malienne était citée en modèle dans toutes les chancelleries étrangères. La crise démocratique au Mali est due à la non implication des populations dans la gestion des affaires de l'Etat et met en lumière une panne de celle-ci. Les populations maliennes sont-elles concertées, associées à la gestion des institutions, aux différents projets de développement proposés, conçus en leur faveur ?

Le coup d'Etat militaire de 2012 trouve ses racines dans une crise de la forme de société, de la forme de gouvernance, du système de valeurs. Il révèle un Mali qui se dirige alors vers une nouvelle *configuration*. Dans cette perspective, sa trajectoire sera dépendante des enjeux économiques et idéologiques nouveaux. Le coup d'Etat de 2012 pointe une inversion de paradigme. Nous sommes à un tournant où la configuration de l'Etat ne dépend plus des acteurs militaires, acteurs gestionnaires mais découlera des populations et des acteurs extérieurs. Le Mali est dans une trajectoire où les choix, implications des populations seront déterminants pour son avenir. Des prochaines élections maliennes sortiront deux aspects: la performance de son système

démocratique et la compatibilité de celui-ci à la société malienne dans son évolution actuelle.

Le système démocratique malien est-il performant ? Est-il compatible aux aspirations et valeurs des populations dans une phase de mutation sociale, économique ? La démocratie malienne vit une crise d'adaptation des institutions aux besoins des populations. Les hommes politiques semblent toujours être dans une double logique : mettre les institutions à leurs services d'une part et répondre aux exigences internationales d'autre part. En l'état actuel du Mali une question mérite d'être posée : Quels sont les choix politiques, économiques, culturels, sociaux, civilisationnels pour le Mali dans cette période de crise ? Soulignons que le Mali ne fait pas face à des questions de libération de réconciliation de restauration, de redressement.

Le Mali s'oriente vers un modèle de gestion managérial *endocirculaire*, un modèle dans lequel les populations veulent être au centre du dispositif de gestion de l'Etat. Le *management endocirculaire* tente d'intégrer l'ensemble des acteurs, des institutions dans les réalités socioculturelles. Le *management endocirculaire* entraîne une parité dans les instances administratives et de décision. Pendant longtemps les acteurs politiques et certains partenaires du Mali sont restés dans un schéma paternaliste provoquant un dysfonctionnement dans les institutions de l'Etat. Jadis existait un semblant d'harmonie entre les partenaires du Mali et les acteurs politiques par contre il manquait une interaction dans les modèles proposés.

Le management *endocirculaire* favorise l'intégration de chacun dans le processus de gestion de l'Etat. Il envisage le développement et la croissance des énergies et des compétences individuelles. Un modèle qui permet à l'ensemble des acteurs de développer ses potentialités. La force du *management endocirculaire* réside dans la capacité d'écoute de tous au service de tous. Il s'occupe de la qualité de l'environnement crée par l'interaction entre les acteurs et entraîne un développement harmonieux, une cohésion sociale. La qualité des relations entre gouvernants et gouvernés désamorce les crises institutionnelles, ouvre des nouveaux horizons et perspectives pour un développement humain et économique.

● MOÏSE DIAWARA

Sociologue Centre Max Weber
Lyon diawaramoise@gmail.com

«CANDELARIA»

Quand l'amour fait son cinéma à Cuba

Récompensé à la Mostra de Venise en septembre 2017 par le Prix de la journée des auteurs, puis à Cinélatino de Toulouse en mars dernier par le Prix du public, le film « Candelaria » du Colombien Jhonny Hendrix Hinestroza arrive ce mercredi 4 avril sur les écrans français. Tournée à La Havane, cette comédie douce-amère s'attache aux pas d'un vieux couple qui s'invente, le temps d'un film, une nouvelle vie grâce à la magie du cinéma.

Des images tremblées d'une vidéo amateur. Des Yumas, des étrangers, sur une plage de Cuba. Quand le cinéma, les images et les touristes s'invitent dans la vie d'un vieux couple de La Havane, c'est le cavenas du conte brodé par le cinéaste colombien Jhonny Hendrix Hinestroza.

Candelaria et Victor Hugo sont les personnages principaux de ce film, récompensé au dernier festival Cinélatino de Toulouse par le Prix du public (ex aequo avec un autre film cubain *Sergio y Serguéi* de Ernesto Daranas) et tout le poids de cette double fiction, repose sur leurs frères épaules de septuagénaires mal nourris aux



Veronica Lynnel et Alden Knight sont Candelaria et Victor Hugo dans le film du Colombien Jhonny Hendrix Hinestroza.

gâteaux de carotte (Veronica Lynnel et Alden Knight tous deux très convaincants) dans une maison qui prend l'eau et se délabre avec eux. « Un jour Granma

racontera l'histoire de deux vieux sous-alimentés morts non pas de faim, mais écrasés par une lampe qui ne servait plus à rien », plaisante Candelaria. Humour

cubain...

Le mur de Berlin est tombé, l'allié soviétique a déclaré forfait et les Cubains sont soumis à un sévère rationnement. Les coupures d'électricité grillent les ampoules d'où d'ailleurs cette belle lumière dorée du film : nos deux personnages sont filmés dans leur intérieur le plus souvent : un éclairage à la bougie qui adoucit les rides des visages et des corps, patine les murs et les tapisseries fanées. Candelaria est chanteuse de boleros dans une boîte pour touristes (clin d'oeil au Buena Vista Social Club) et Victor Hugo, lecteur de journaux dans une fabrique de cigares où il régale les ouvriers des résultats de base-ball et arrondit ses fins de mois en traficotent. Les dimanches, ils se régalaient d'une glace chez le célèbre glacier Coppelia. Les discours à la radio de Fidel Castro insistant sur les réussites de Cuba (l'école, la santé malgré la « grande pauvreté actuelle ») accompagnent leurs dîners à la chandelle... Un condensé de « cubanité » en somme.

● (AFP)

ETATS-UNIS Sacramento célèbre Luther King



Manifestation en mémoire à Stephon Clarke le 28 mars 2018 à Sacramento.

Les Etats-Unis se souviennent aujourd'hui de Martin Luther King. Ce mercredi marque le cinquantième anniversaire de la mort de cette figure historique des droits civiques. Le pasteur noir a été assassiné le 4 avril 1968. Partout dans le pays des commémorations sont organisées en sa mémoire. Notamment en Californie où ces commémorations font écho à la question sensible des violences policières contre les noirs. Aujourd'hui à Sacramento des manifestants vont demander une fois de plus justice pour la mort d'un jeune noir tué dans son jardin par la police.

● (AFP)

GUERRE AU YEMEN L'ONU récolte 2 milliards de dollars d'aides d'urgence

Après trois ans de conflit, et 10 000 morts, le Yémen traverse actuellement « la pire crise humanitaire dans le monde », selon les Nations unies. Deux millions de déplacés manquent de tout. Pour venir en aide aux 13 millions de Yéménites qui survivent difficilement dans leur pays, l'ONU a organisé mardi 3 avril 2018 à Genève une conférence de donateurs, et a recueilli plus de 2 milliards de dollars.

Les résultats de la conférence du 3 avril sur le Yémen sont encourageants, selon le secrétaire général de l'ONU. « Les promesses annoncées représentent plus de 2 milliards de dollars, et si vous comparez avec le milliard de dollars récolté l'an dernier, nous avons pratiquement doublé les dons », relate M. Guterres.

● (AFP)

MIGRANTS AFRICAINS EN ISRAËL Benjamin Netanyahu, machine arrière toute

C'est un revirement total de Benjamin Netanyahu en moins de 24 heures. Hier lundi, le Premier ministre israélien avait annoncé la conclusion d'un accord avec le HCR, le Haut commissariat de l'ONU pour les Réfugiés, sur le sort des près de 40 000 Erythréens et Soudanais entrés illégalement en Israël. Un peu plus de 16 000 devaient être réinstallés dans des pays occidentaux et au moins autant devaient recevoir le statut de réfugié en Israël. Mais sous le feu des critiques d'une partie de sa coalition, il a décidé dans la soirée de suspendre cet accord.

● (AFP)

MASSACRE DE JEJU Moon présente les excuses de la Corée du Sud



Le président sud-coréen Moon Jae-in, photographié lors d'une visite au Vietnam, le 23 mars 2018.

C'est un acte significatif, au sujet d'un tabou vieux de plus d'un demi-siècle. Le président sud-coréen a offert des excuses officielles aux familles des victimes du massacre de l'île de Jeju, commencé il y a 70 ans exactement, le 3 avril 1948, sous couvert de lutte contre le communisme. Ce mardi, Moon Jae-in est le premier chef d'Etat à participer à des commémorations sur le sujet depuis dix ans.

« En tant que président, j'offre une nouvelle fois mes profondes excuses pour les souffrances causées par cette violence d'Etat », a déclaré Moon Jae-in, lors d'une visite sur l'île de Jeju. Le président sud-coréen a aussi promis de continuer l'enquête sur cette tragédie.

Entre 1948 et 1949, alors que la Corée du Sud est administrée par l'armée américaine, le gouvernement autoritaire de Rhee Syngman réprime dans le sang un soulèvement des insulaires, accusés d'être communistes. Femmes, enfants et vieillards sont exécutés. Des villages seront brûlés et rasés. Quelque 30 000 personnes au total seront tuées, soit 10% de la population de l'île. Ce carnage a longtemps été tabou. Les dictatures militaires, qui se sont succédé au pouvoir à Séoul, ont étouffé l'affaire et interdit aux victimes de témoigner. Ce n'est qu'en janvier 2000 qu'une commission d'enquête a finalement été établie.

● (AFP)

AFGHANISTAN

Bombardement d'une école coranique, l'ONU enquête

L'aviation afghane est soupçonnée d'être responsable d'un véritable bain de sang, certains témoins parlent même de « boucherie ». Au moins une centaine de morts et de blessés, dont de nombreux enfants, tel est le bilan toujours provisoire d'un raid meurtrier qu'elle a mené hier contre une école coranique de la province de Kunduz. Selon les autorités afghanes, des chefs talibans s'y étaient donné rendez-vous pour une réunion. Des enquêteurs de l'ONU ont été envoyés sur place aujourd'hui pour faire toute la lumière sur les circonstances du raid.

Le raid de l'armée afghane a eu lieu lundi 2 avril à la mi-journée sur une école coranique de Dashte Archi, un district majoritairement contrôlé par les talibans. Selon les témoignages, plus de 1 000 per-



Des victimes du bombardement d'une école coranique par l'armée afghane dans la province de Kunduz, le 3 avril 2018.

sonnes étaient réunies dans cette école à l'occasion d'une cérémonie de remise de diplômes à quelque 750 étudiants.

Pas de bilan officiel et les chiffres divergent selon les sources. Dans un premier temps, un porte-parole de l'armée avait annoncé que 20 talibans avaient été tués. Mardi, un chef de la police locale a évoqué 72 morts, « tous des ennemis », a-t-il préci-

sé. Mais d'autres sources évoquent 59 morts et autant de blessés, dont beaucoup d'enfants et d'adolescents.

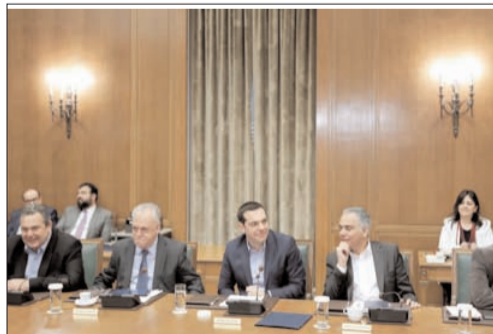
Les forces de sécurité expliquent que les talibans avaient organisé une réunion de leurs commandants dans l'enceinte de la madrasa et disposé des hommes armés alentour. Un commandant taliban joint au Pakistan affirme au contraire qu'aucun haut responsable des insurgés n'était présent sur les lieux. Ce mardi, la mission afghane de l'ONU a donc envoyé sur place une équipe d'enquêteurs pour faire la lumière sur le bilan humain et les conditions dans lesquelles le bombardement a eu lieu. La Manua a également rappelé à toutes les parties l'obligation de protéger les civils.

● (AFP)

SOLDATS GRECS DETENUS EN TURQUIE

Athènes lance un appel à Ankara

Le Premier ministre grec Alexis Tsipras a demandé à Ankara d'« accélérer les procédures judiciaires » pour le retour de deux soldats grecs détenus en Turquie après leur entrée par erreur sur le territoire turc le mois dernier. Le ton est mesuré. Alexis Tsipras appelle la Turquie à « faire preuve de bonne volonté » et à accélérer les procédures judiciaires pour autoriser le retour en Grèce des deux militaires emprisonnés depuis un mois. Selon Athènes, ils étaient entrés par erreur sur le territoire turc en patrouillant à la frontière en raison de mauvaises conditions météo. Ankara, elle, les accuse « d'espionnage ». Leur détention est « injuste », affirme le Premier ministre grec à l'occasion



Le Premier ministre grec Alexis Tsipras, lors d'une réunion de son cabinet, à Athènes, le 3 avril 2018.

d'un Conseil des ministres. Il rappelle que de précédents incidents similaires avaient été résolus à l'amiable. Mais Alexis Tsipras refuse toujours de lier leur sort à ceux des huit militaires turcs ayant fui

leur pays après le putsch manqué de juillet 2016 et dont Recep Tayyip Erdogan réclame l'extradition. La justice grecque a rejeté cette demande, rappelle le chef du gouvernement grec, soulignant que son pays est un « Etat de droit » où les responsables politiques n'interviennent pas dans les décisions de justice.

Au passage, Alexis Tsipras appelle la Turquie à mettre fin à « l'escalade rhétorique ». « Quand on a des problèmes à l'intérieur, le pire est de s'en prendre à ses voisins ».

● (AFP)

Pot-pourri

CULTURE

La "Sanankuya" ou plaisanterie pour éviter les conflits

Aujourd'hui encore, dans tous les peuples de culture mandingue, principalement au Mali, en Guinée et au Sénégal, la Sanankunya demeure une arme extrêmement efficace pour la gestion des conflits entre les communautés.

Si la Sanankunya avait pu s'établir entre les Etats, il aurait résolu beaucoup de conflits. Il nous appartient à nous africains de tirer bon parti de cet élément inestimable de notre culture lequel n'existe nulle part ailleurs pour essayer d'asseoir les bases d'une forme authentiquement africaine de gestion de nos conflits.

Aussi, des principes d'organisation et de gestion administrative édictés dans la Charte peuvent aujourd'hui aider certainement à résoudre certaines difficultés auxquelles les processus de décentralisation sont confrontés dans nos pays.

La Charte de Kurukan Fuga de 1236, essentiellement orale, a été convoquée après que le mandé se fut libéré du joug de Soumaoro Kanté, le Roi Sosso. Après cette libération, Soundjata Kéita artisan de la victoire convoqua une rencontre de ses alliés pour fixer les règles de fonctionnement de la nouvelle entité politique à créer. Kurukan Fuga a posé les grands principes devant régir la vie du grand peuple mandingue dans toutes ses composantes et sur tous les aspects : organisationnel, économique, culturel, environnemental, etc.

Cette Charte, mieux que les déclarations qui lui sont postérieures, a la particularité d'avoir résisté au temps et aux vicissitudes de l'histoire (traite négrière, colonisation). En effet, la Charte de Kurukan Fuga continue de régir de nos jours tous les peuples ayant appartenu au grand manding du moins pour ce qui est de l'organi-



sation de la société, la gestion des conflits, la division du travail, l'hospitalité, la coexistence pacifique et la tolérance.

Convoquée au lendemain de l'historique bataille de Kirina qui a vu la défaite de l'armée Sosso par le Manding primitif et ses alliés, la Charte de Kurukan Fuga s'est tenue sous l'égide de Soundjata Keita, tombeur de Soumaoro Kanté.

Les délégués convoqués pour la Charte étaient les représentants des douze tribus qui devaient plus tard constituer les douze Provinces de l'empire mandingue. A ces délégués, il faut ajouter les représentants familles princières et les tribus des marabouts et des nyamakalas (les gens de caste). Les femmes n'étaient pas en reste dans le rassemblement parce qu'elles y prirent une part active à travers quatre représentantes.

Trente miradors furent construits sur la clairière de

Kurukan Fuga pour servir de sièges à l'intention des délégations. L'ensemble des miradors formait une circonférence au centre de laquelle s'élevait un dernier mirador plus haut que les autres, occupé par le griot Balla Fasséké Kouyaté, le porte-voix et le porte parole de Soundjata.

Après les remerciements adressés par le roi du Manding à tous les peuples qui avaient uni leurs efforts pour la reconquête de leur liberté perdue, les Chefs de Provinces auxquels Soundjata avait rendu leurs zones d'influence respectives firent tous allégeance et le proclamèrent empereur du grand manding. La première fédération des peuples noirs venait de naître, ils l'appelèrent Empire du Mali. Après la proclamation de l'empire, le reste du temps fut consacré à des discussions où chacun pouvait donner son avis en vue de mettre sur pied un ensemble de règles devant régir la

vie du grand manding. A l'issue des discussions, une Charte de 44 articles fut adoptée. Aucun domaine de la vie des hommes n'a été occulté : l'organisation sociale, les droits et les devoirs de la personne humaine, l'exercice du pouvoir, les droits patrimoniaux et extrapatrimoniaux, la place des femmes dans la société, la famille, la gestion des étrangers, la préservation de la nature, la conservation et la transmission de l'histoire, tout y passa.

Parmi les sujets débattus et les résolutions adoptées, il y en a qui eurent et qui continuent d'avoir un impact certain sur la vie quotidienne de tous les peuples de culture mandingue. C'est la Sanankunya ou cousinage à plaisanterie. La Sanankunya ou cousinage à plaisanterie a un champ d'action plus étendu parce qu'il est intimement lié au nom patronymique des clans concernés. Entre eux, les Sanankuns (les cousins à plaisanterie) ont tous les droits et peuvent tout se permettre, à la limite de la décence bien évidemment. Ils n'ont pas besoin de se connaître d'ailleurs et la seule évocation de leurs patronymes respectifs suffit à décriper les situations les plus délicates.

Au Mandé la Sanankunya ne fut pas un phénomène imposé à telle ou telle tribu vis-à-vis de telle ou telle autre. Il s'est établi selon les affinités entre les clans et les tribus au fil de leur existence quotidienne et a fini par s'imposer avec le temps. Au même moment, il a fini par imposer une ligne de conduite, une discipline à plusieurs générations de mandénkas, même après la désintégration de l'empire mandingue à la fin du 15ème siècle.

● SIRIMAN KOUYATÉ

Partition

Un pays de glace

Dans les endroits où il neige ou existent les Erzberg.

Ses continents ne sont pas un pays glacé.

Par ce qu'il existe des mouvements par les vibrations,

Des hommes et des femmes bravent même les animaux.

Le Mali est un pays de glace, il a pris cette épidémie,

Par la faute des faux marabouts et imams,

Ils arnaquent le peuple ; d'un double jeu du diable.

Et se cachent en prenant les aumônes des maudits,

Le Mali est un pays de glace, il a pris cette épidémie.

Par ce que tout le monde veut avoir le micro,

Ainsi celui-ci apporterait la masse et des millions,

Parlant au nom des misérables, sans poser un acte concret.

Le Mali est un pays de glace, il a pris cette épidémie,

Car le peuple aime la facilité, il en rêve même du gratuit,

Il est amadoué par des promotions piégeant.

C'est pourquoi, elle s'appauvrit au bénéfice des entreprises,

Le Mali est un pays de glace, il a pris cette épidémie.

A chaque fois que la nation élue est de ses fils au pouvoir.

Ce dernier pense que la nation est dans sa poche.

Il l'insulte et la menace par ses yeux de lions.

Malgré bon gré, ils finissent tous par la petite porte.

Le Mali est un pays de glace, il a pris cette épidémie.

Par la faute de sa jeunesse qui se soule dans le bizarre.

Tant dis que qu'un enfant japonais crée un téléphone,

La jeunesse gueularde vieillit sur facebook et viber,

Vous avez oublié les sacrifices de vos aïeux, désolé.

Le Mali est un pays de glace, il a pris cette épidémie.

En oubliant sa propre force culturelle et souterraine.

Lorsqu'il fait appel aux autres qui lui viennent aide,

Si seulement il avait pris le lion par sa tête, hélas,

Samory Touré, Oumar Tall et Fyroun ne sont plus.

J'ai vu les dignes fils et filles au fond fin du Mali.

Ils labourent, élèvent, sécurisent leur terre natale.

Maliens, j'aimerais que nous soyons comme eux.

● CHECK OUMAR SOUMANO

En vedette

ART PLASTIQUE

Ouolo, une référence pour les jeunes

Souleymane Ouologuem axe son travail sur ses origines dogon, les rites, les traditions, la cosmogonie, l'architecture...

« Il peint le monde Dogon qui, pour lui, est une façon de témoigner de sa présence », ces mots sont de Oumou Keita, une admiratrice du jeune peintre plasticien, Souleymane Ouologuem plus connu avec le sobriquet « Ouolo ». Ouolo travaille sur les beaucoup autour des rites et traditions Dogon, ethnies dont il est originaire. Il utilise une technique mixte, peinture, pigment, Pastel, colorant, fusain, collage. Le jeune plasticien qui a fait ses preuves partout dans le monde utilise des techniques mixtes, peintures, pastel collages... avec des couleurs qu'il compose lui-même à partir de pigments, colorants et colles...

Les thèmes fréquemment traités : la Ginna, la Fondation, la connaissance, l'éducation, la dégradation des valeurs culturelles, le changement... La Ginna, (architecture ancienne de terre et de pierre) est une grande maison familiale ou tout le monde se retrouve autour de l'essentiel. Elle symbolise le rassemblement, les retrouvailles, l'entraide, la compréhension mutuelle, la solidarité, le

don de soi pour garder intact les liens fraternels...

Ouologuem a travaillé sur le thème de la « Ginna », un symbole fort dans la société dogon, un repère, une source d'inspiration. La Ginna, grande maison familiale, où tout le monde se retrouve autour de l'essentiel. Elle symbolise le rassemblement, les retrouvailles, l'entraide, la compréhension mutuelle, la solidarité, le travail, le don de soi pour garder intacts les liens fraternels... Et si on faisait du Mali notre grande Ginna commune ? Et si l'on s'inspirait des richesses de notre culture pour poser les jalons de ce nouveau Mali dont nous rêvons tous ? Ouologuem a fait un retour aux sources, ces sources-là mêmes qui ont nourri son inspiration pendant de longues années... Son voyage dans le temps, l'a mené aux tréfonds de la culture dogon... Ouolo a fait le tour du monde avec ses œuvres.

Né le 24 novembre 1975 à Koutiala, Souleymane est diplômé de l'Institut national des Arts de Bamako (Ina) et du



Conservatoire des Arts et Métiers Multimédia (CAMM).

● YAYE A. CISSÉ

AU LENDEMAIN DE LA MORT DE WINIE MANDELA Pluie d'hommages en Afrique du Sud

En Afrique du Sud, les hommages se poursuivent pour saluer la mémoire de Winnie Mandela, « Mama Winnie », comme l'a surnommaient affectueusement les Sud-Africains. L'ex-épouse du héros de la lutte contre l'apartheid est décédée ce lundi à 81 ans. Dans le quartier de Soweto, devant la maison où vivait Winnie Mandela, l'émotion reste très forte.

A Soweto, l'émotion est encore forte et les hommages se succèdent. Des hommages très politiques, au lendemain de sa mort. On ne compte plus les personnalités qui se sont présentées ce mardi matin devant le portail de sa maison à Soweto, pour faire part de leurs condoléances à la famille.

On a vu l'ancien président Thabo Mbeki, plusieurs ministres, des responsables de la Ligue des femmes de l'ANC que Winnie



L'émotion est encore forte et les hommages se succèdent, des hommages très politiques, au lendemain de sa mort.

Mandela avait dirigée à l'époque, mais aussi, et surtout, le parti de gauche radical, l'EFF. Alors que les hommages restaient discrets jusque-là, ils sont venus en nombre, ont marché et chanté à la gloire de « Mama Mandela », tout en se dirigeant vers sa maison à

Soweto. On ne parle pas de récupération politique, mais d'une démonstration de force, quelque part, du parti qui revendique une partie du combat radical de Winnie Mandela. On savait le leader de l'EFF Julius Malema très proche de l'ex-épouse de Nelson

Mandela. Certains le voient même comme son dauphin en politique. Après un hommage appuyé devant les médias, Malema a grimpé sur une table, en tribun, et a tenu un véritable meeting improvisé, entouré par ses sympathisants. « Que personne ne nous dise qui était Winnie Mandela, car Winnie Mandela c'était nous, a-t-il dit. Winnie Mandela savait ce qu'était défendire les Noirs sud-africains, a-t-il ajouté, avant d'haranguer la foule, assurant que lui et l'EFF feront tout pour faire vivre l'héritage et le combat de la mère de la nation. La lance du combat est tombée à nous de la ramasser et de continuer le combat ». Julius Malema a accusé l'ANC de ne pas avoir suffisamment soutenu Winnie Madikizela Mandela, dénonçant ceux qui avaient pris leur distance avec la mère de la nation au nom de la réconciliation nationale. Pendant les années les plus dures de l'apartheid, Winnie Madikizela Mandela appelle à la violence, s'entoure de jeunes accusés de semer la terreur à Soweto. Des positions qui lui seront plus tard reprochées.

● (AFP)

RCA Un casque bleu tué et 21 civils retrouvés morts à Tagbara



Le président sud-coréen Moon Jae-in, photographié lors d'une visite au Vietnam, le 23 mars 2018.

Un casque bleu mauritanien a été tué mardi 3 avril lors d'une attaque à Tagbara, dans le centre de la RCA. Onze autres soldats de la paix ont été blessés. Parallèlement, une vingtaine de civils ont été retrouvés tués près de l'église de cette localité qui avait déjà connu de violents combats la semaine dernière. L'attaque a été violente. Pendant plusieurs heures, dès 5 heures du matin, les anti-balakas ont cherché à prendre d'assaut une base temporaire de la Minusca, a indiqué le porte-parole de la mission onusienne.

Lors de ces combats, au moins 25 assaillants ont trouvé la mort. La Minusca indique aussi qu'« indépendamment de cette attaque, 21 civils, dont des femmes et des enfants, ont également été tués, à côté de l'église du village, à 8 km de notre base ». Autre précision, ces personnes ont été tuées avec des armes artisanales, faisant penser au mode opératoire anti-balakas. Dans l'après-midi, des renforts sont arrivés depuis les bases les plus proches et les casques bleus blessés ont été transférés à Bangui par hélicoptère. L'origine de cette attaque viendrait de la tentative de libération de sept personnes détenues par la Minusca depuis la veille et qui devaient être livrées aux autorités centrafricaines ce mardi. Dans un communiqué, la Minusca souligne que ce sont les éléments de l'UPC, appartenant à l'ex-seleka, qui leur ont remis ces hommes accompagnés de 13 femmes et 3 enfants.

KENYA

Les réfugiés éthiopiens s'organisent pour survivre

Près de 10 000 Ethiopiens sont toujours réfugiés au Kenya. Trois semaines plus tôt, suite à des exactions de l'armée contre des membres de la communauté Oromo, plusieurs milliers de personnes ont passé la frontière dans la région de Moyalé, dans le nord du Kenya.

Le recensement des réfugiés et l'assistance humanitaire fournie par le gouvernement, le Haut-commissariat aux réfugiés (HCR), la Croix-Rouge ou encore l'Unicef sont en cours. Mais beaucoup d'entre eux s'organisent pour essayer de gagner un peu d'argent. Dabogoro Diga est réfugiée depuis une semaine avec ses deux enfants. Elle vend du khat, très consommé dans la région. « J'ai emprunté le khat à un grossiste kényan, nous raconte-t-elle. Je vends. Je le rembourse mais je garde le bénéfice. Les humanitaires nous donnent de la farine de maïs ou de l'huile. Mais avec l'ar-



A gauche, Duboru Duba, réfugié éthiopien dans le camp de Sololo dans le nord du Kenya, et à droite, un agent de la Croix-Rouge, Mohamed Golo.

gent, je peux acheter du lait pour les enfants et des légumes ».

Pour certains, le marché est une aubaine. Ethiopien, Wakodu Badjilo est installé à Nairobi, la capitale kényane. Ses parents ont fui leur pays et font partie des réfugiés. Il est venu à Sololo pour les aider.

« Si j'arrive à vendre, je peux récupérer un peu d'argent afin de

leur trouver un meilleur endroit pour dormir ou leur acheter de la nourriture », explique-t-il. Pour autant, les affaires tournent au ralenti. Les réfugiés n'ont quasiment pas d'argent et le khat a tendance à dominer les autres marchandises.

Plus loin, Dulatcha Dida taille un morceau de bois pour en faire un siège. Dans sa fuite, il a emporté un outil de menuiserie avec lequel il fabrique un tabouret, une autre façon de gagner un peu d'argent.

« J'ai récupéré le bois d'un arbre tombé près d'ici, déclare-t-il. Je reçois de l'aide. Mais j'ai beaucoup d'enfants donc ce n'est pas assez. Alors pourquoi pas vendre ce siège ? Et puis travailler, ça garde mon esprit occupé. Si je ne fais pas ça, je repense à ce qui s'est passé ».

● (AFP)

LIBYE

Saadi Kadhafi innocenté par la justice

Un tribunal de Tripoli a innocenté mardi 3 avril Saadi Kadhafi, le troisième fils du guide libyen, de toutes les accusations qui pèsent contre lui dans l'affaire du sportif Bachir Rayani mort en 2006 suite à des coups sur la tête.

L'homme est décédé après une dispute dans une villégiature possédée par Saadi Kadhafi. Depuis le début de l'année, le tribunal a repris les jugements des anciens responsables libyens, suite à leur transfert de la prison al-Hadaba à un lieu qui dépend du ministère de la Justice. Saadi Kadhafi a été extradé du Niger, contre son gré, en 2014, après avoir fui ce pays en 2011 pour Niamey. Ce tribunal n'a condamné Saadi Kadhafi qu'à un an de prison, pour ivresse lors du



Saadi Kadhafi (d) fils de Mouammar Kadhafi, ici derrière les barreaux lors d'une audience à Tripoli, le 13 mars 2016.

décès de son ami, le sportif Bachir al-Rayani, intervenu dans la maison de Saadi Kadhafi. Le tribunal du nord de Tripoli a différé plusieurs fois son jugement, et l'a finalement innocenté de toute responsabilité dans la mort de cet

homme. La famille de Bachir Rayani, la victime, a contesté cette décision en exprimant ses regrets : « Nous avons toutes les preuves contre Saadi Kadhafi », déclare le fils de la victime qui fera appel du jugement. Sur sa page Facebook, la famille de Bachir Rayani écrit : « C'est l'injustice de l'ancien régime qui se poursuit ». D'après plusieurs observateurs, ce verdict semble être un préambule pour solder les autres affaires des dignitaires de l'ancien régime libyen, qui sont en attente devant la justice depuis plusieurs années

● (AFP)

Legafrik, ou comment créer sa petite entreprise africaine sur mobile

Legafrik est une jeune société africaine spécialisée dans le secteur juridique des entreprises. Elle permet aux entrepreneurs de pouvoir créer une société, de manière totalement dématérialisée, à l'aide de son mobile et en quelques clics

Ce n'est plus à démontrer, la téléphonie mobile a eu un impact économique, social et politique majeur sur le continent. Entre 300 et 350 millions de téléphones portables intelligents seraient actuellement utilisés en Afrique. La raison de ce succès ? Le déploiement des réseaux mobiles serait moins coûteux que celui des infrastructures fixes et dédiées, estiment les experts mondiaux des télécoms. Le phénomène est cependant à nuancer, quand on constate que plus de la moitié des 1,2 milliard d'Africains, vivant hors des centres urbains, ne disposent toujours pas de portables. Mais le smartphone sur le continent n'a pas dit son dernier mot, bientôt les connexions en haut débit de la téléphonie mobile permettront de développer les activités économiques des zones enclavées.

C'est la raison pour laquelle Legafrik, l'une des toutes premières jeunes sociétés africaines dans le domaine d'aide à la création des entreprises a décidé de s'associer à Legalstart.fr, spécialiste français des services juridiques en ligne. L'objectif du projet est de permettre aux entrepreneurs des 17 pays membres de l'Ohada, acronyme signifiant « Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires », de pouvoir créer et gérer son entreprise de manière totalement dématérialisée, à l'aide de son smartphone. « De simplifier toutes les démarches juridiques et administratives des jeunes entrepreneurs » en quelques clics, précise Pierre Aidan, co-fondateur de Legalstart.fr.

La Côte d'Ivoire est aujourd'hui la zone de développement prioritaire de Legafrik. Plusieurs dizaines d'entrepreneurs ont déjà été accompagnés depuis l'ouverture de leur bureau à Abidjan en janvier 2018. Mais la jeune société qui entend, dès cette année, élargir son offre en ligne comme les modifications statutaires, les approbations de comptes ou la dissolution d'une société, compte proposer ses services en République du Congo (Brazzaville) et au Bénin. À terme, Legafrik procurera aux 225 millions d'Africains francophones, des outils numériques 100 % mobiles pour créer leurs petites entreprises.

● (AFP)

PETROLE

Vers une nouvelle flambée des cours ?

Le prix de l'essence à la pompe a dépassé les 3 \$ par gallon dans la majeure partie des États-Unis ces dernières semaines, ce qui surprend les consommateurs, mais pas les analystes des marchés pétroliers mondiaux. Par rapport à son faible niveau local d'il y a deux ans, le prix du pétrole a plus que doublé. Et comme sur n'importe quel marché, la mesure de cette hausse des prix dépend du pays dans lequel vous vous situez.

L'augmentation des prix du pétrole fait la fortune des producteurs d'or noir à l'étranger comme au niveau national. Le Fonds monétaire international a revu à la hausse les prévisions de croissance du PIB de six des dix plus grands pays producteurs de pétrole qui apparaissent séparément dans ses prévisions ajustées pour 2018, de même que les projections relatives aux volumes d'échanges commerciaux à travers le monde ont été rehaussées d'un demi-point de pourcentage pour cette année et la prochaine. La hausse des recettes pétrolières améliore la situation budgétaire de la plupart des pays producteurs, dont certains profitent de l'appétit plus prononcé des investisseurs internationaux pour émettre de la dette souveraine.

Aux États-Unis, les cinq États ayant réalisé les gains de production pétrolière les plus élevés au cours de la dernière décennie ont enregistré une croissance de l'emploi de 2,75 % en 2017, soit le double de la moyenne nationale. Parallèlement, le nombre de sites de forage pétrolier à augmenter d'environ 50 % à l'échelle du pays.

Dans le même temps, la multiplication par deux des coûts énergétiques a significativement affecté le budget des ménages américains, ces coûts représentant directement environ 6,5 % des

dépenses de consommation. Plus problématique encore, il y a là une forme de taxe régressive, qui érode disproportionnellement le pouvoir d'achat discrétionnaire des ménages à faibles revenus. L'an dernier, l'énergie a représenté 8,7 % des dépenses des 20 % de ménages situés au bas de la pyramide, contre 4,9 % pour le quintile le plus élevé. Par ailleurs, le groupe inférieur manque d'actifs nets pour surmonter les mauvaises périodes.

Cet effet de taxe sous-tend en partie le lien étroit entre les flambées des cours mondiaux du pétrole et les ralentissements économiques aux États-Unis, qu'a étudiés James Hamilton de l'Université de Californie à San Diego. Les observations frappantes d'Hamilton révèlent qu'au cours d'une histoire de longue date, toutes les récessions – à l'exception d'une seule – ont été précédées d'une augmentation des prix du pétrole, et que toutes les périodes de perturbation sur le marché pétrolier – sauf une – ont été suivies d'une récession.

Cela ne signifie pas qu'il faille tendre le dos en attendant une récession. Comme observé précédemment, la hausse des cours du pétrole s'accompagne d'une légère augmentation de la croissance, et tandis que les événements examinés par Hamilton concernent

davantage les perturbations de l'offre, l'histoire des deux dernières années est une combinaison des forces de l'offre et de la demande.

Plus important encore, durant cette période de hausse des prix énergétiques, le taux de change du dollar s'est déprécié d'environ 10 % sur une base pondérée en fonction des échanges commerciaux. Les prix du pétrole étant fixés en dollars sur le marché mondial, ceci a exercé un effet significatif sur les motivations des participants du marché au niveau des deux lames qui constituent la paire de ciseaux offre-demande.

Un dollar plus faible augmente le pouvoir d'achat des partenaires commerciaux des États-Unis (c'est l'effet Dornbusch, du nom du regretté économiste du MIT Rudi Dornbusch), dont une partie s'oriente vers une augmentation de la demande en énergie. Les producteurs de pétrole extérieurs aux États-Unis commercialisent un produit libellé en dollars, mais consomment un panier composé d'éléments à la fois en dollars et dans d'autres monnaies. Pour eux, un dollar américain plus faible diminue le prix des exportations par rapport aux importations, et ils limitent par conséquent l'offre. Les ciseaux se referment avec davantage de demande et une offre moindre, ce qui signifie un prix du pétrole plus élevé en dollars.

La baisse du taux de change du dollar semble prendre de l'ampleur, notamment parce que celui qui marque de son empreinte la monnaie américaine, le secrétaire du Trésor Steve Mnuchin, ne semble pas perturbé par ce faible niveau. Si la tendance se prolonge, pourrait-elle entraîner une flambée des prix énergétiques ? La réponse est plutôt non, et cela pour trois raisons.

Pour commencer, le dollar s'est déprécié par rapport à la plupart des monnaies, mais dans une moindre mesure par rapport à celle des principaux partenaires des marchés émergents, tels que la Chine.

Deuxièmement, une partie de l'augmentation des prix du pétrole semble s'expliquer par une limitation de l'offre de la part des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, et de leurs alliés de convenance (notamment la Russie). Sans aucun hasard, les cours du pétrole ont commencé à grimper au moment des restrictions de production décidées par l'« OPEP+ » fin 2016, et apparaissent désormais élevés par rapport aux autres matières premières industrielles.

En érodant l'offre et en augmentant la demande, une dépréciation prolongée du dollar pourrait précisément changer cela. L'Arabie saoudite accorde une grande importance à la stabilité et à l'équilibre du marché pétrolier à l'approche de la vente d'une participation de 5 % dans Saudi Aramco, la société pétrolière nationale. Pour un marché sain qui s'inscrit en cohérence avec des investissements en capitaux à plus long terme, un cours du pétrole trop élevé peut s'avérer tout aussi problématique qu'un prix trop faible. Dans de telles circonstances, les dirigeants de l'OPEP+

pourraient bien sauter sur l'occasion d'étendre l'offre tout en maintenant les prix sur leur trajectoire actuelle.

Troisièmement, s'agissant de l'offre, il ne faut pas seulement regarder à l'étranger. L'augmentation de la production aux États-Unis, rendue possible par les progrès technologiques en matière de production de pétrole de schiste, s'est révélée stupéfiante.

L'Amérique est en bonne voie pour pomper davantage de pétrole cette année que jamais au cours de son histoire. Les producteurs nationaux se montrent toutefois modérés jusqu'à présent dans l'accroissement de l'offre, en raison semble-t-il de la volonté de leurs actionnaires de réaliser davantage de profits en dépensant moins de capitaux. Les technologies de production continuent néanmoins de progresser, et invitent à la hausse des prix.

En somme, il est peu probable que les effets du choc énergétique à l'échelle de l'économie, bien que déplaçants, fassent véritablement dérailler la croissance. La volatilité des marchés de matières premières nous incite néanmoins à la prudence dans nos propos. Dans nos récents travaux avec Christopher Trebesch du Kiel Institute, nous avons dénombré plus de deux fois plus de cycles d'envolée puis chute des prix des matières premières que de flux de capitaux depuis 1820. L'économie mondiale semble embarquée sur des montagnes russes.

● **CARMEN M. REINHART** enseigne le système financier international à la Harvard Kennedy School. Vincent Reinhart est économiste en chef et responsable de la stratégie d'investissement chez Standish Mellon Asset Management.

POLITIQUE

La politique économique de Trump et la croissance

Le président Trump et son secrétaire du Trésor, Steven Mnuchin, ont promis un miracle économique. Selon eux, leur politique devrait permettre aux USA d'atteindre un taux de croissance annuel supérieur à 3%, voire même à 4%. Depuis un an qu'il est au pouvoir, Trump a déréglé à tours de bras et obtenu ce qu'il voulait en terme de baisses d'impôts. C'est donc le moment de dresser un premier bilan.

Ce n'est encore que le début de son mandat, mais jusqu'à présent les résultats sont décevants. Et s'il poursuit la politique qu'il a annoncée, à moyen terme la croissance pourrait en pâtir.

Il a déclaré à de multiples reprises qu'il faut considérer les performances de l'économie américaine en 2017 comme le résultat direct de sa politique et il a insisté lourdement sur le taux de croissance du troisième trimestre de l'année dernière, évalué initialement à 3,3%, avant d'être ramené à 3,2%. Mais il a chuté à 2,6% pour le quatrième trimestre, et selon les premières estimations, il ne devrait pas dépasser 2,3% sur l'ensemble de l'année. C'est un taux bien inférieur à ceux atteints sous la présidence d'Obama (2,6% en 2014 et 2,9% en 2015).

A l'époque d'Obama, le taux de croissance trimestriel a dépassé sept fois 3% et culminé par deux fois à 4,6%. Depuis le troisième trimestre 2009, à deux exceptions

prés, la croissance a toujours été positive. Sous la présidence Obama, non seulement la croissance globale était robuste, mais il y a eu un grand nombre de créations d'emplois (2 millions par an sur les 8 ans de sa présidence, à une exception près) et le chômage a diminué.

Loin d'accomplir un miracle, Trump n'a aucunement amélioré la croissance de l'économie américaine. Pour comprendre pourquoi, il faut se souvenir qu'il n'a pas fait grand-chose depuis qu'il est à la Maison Blanche. Quelles que soient ses vantardises quant à ce qu'il a accompli en matière de dérégulation, l'impact des mesures qu'il a prises est insignifiant par rapport à la taille de l'économie.

Par ailleurs, les baisses d'impôt qui ont fait l'objet d'une loi qu'il a signé à la fin de l'année dernière n'amélioreront guère la croissance. Elles avantagent les Américains les plus riches au détriment

des classes moyennes - plus particulièrement dans les États où la fiscalité est élevée (notamment les États démocrates comme la Californie et l'État de New-York).

Les contribuables qui ont déjà investi leurs capitaux dans des actifs importants (de grands buildings à New-York par exemple) vont prospérer. Mais la loi n'incite guère à procéder à de nouveaux investissements - qu'il s'agisse de nouvelles usines ou de nouveaux équipements, de création d'entreprises ou du développement de nouveaux produits. Et comme je l'ai indiqué lors d'un récent débat organisé par *Intelligence Squared US* à New-York, la loi pourrait freiner la R&D (recherche et développement), alors que c'est un facteur clé de la croissance à long terme.

Bien que très volatiles au cours de l'année, les statistiques de 2017 ne montrent aucune hausse de l'investissement des entreprises depuis l'arrivée de Trump au pouvoir. C'est un autre domai-

ne dans lequel Obama a fixé la barre à un niveau élevé au cours de ses deux mandats.

Sur le plan économique, Trump n'a pas tenu sa promesse de désorganiser le commerce mondial. C'est l'élément le plus positif de sa première année de présidence. Ainsi il n'a pas touché à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), ni altéré les relations commerciales avec la Chine et les autres partenaires commerciaux importants des USA. Son gouvernement impose depuis janvier des taxes douanières sur les panneaux solaires et les machines à laver importés, mais ce n'est pas grand-chose par rapport à l'ensemble des échanges. Autrement dit, Trump n'a pas provoqué une grande récession auto-infligée et l'on pourrait féliciter son équipe d'avoir évité ce scénario. Néanmoins nous entrons dans une période où Trump pourrait se révéler encore plus dangereux pour l'économie américaine.

Ayant mis fin l'année dernière au programme d'Action différée pour les arrivées d'enfance (DACA, *Deferred Action for Childhood Arrivals*), il expose au risque d'expulsion 800 000 jeunes gens arrivés clandestinement aux USA au cours de leur enfance. Comme il s'agit d'une population très productive, la décision de Trump pourrait être lourde de conséquences non seulement sur

le plan humain, mais aussi économique. Trump et ses alliés mènent également une politique de réduction drastique de l'immigration légale, ce qui pourrait menacer les perspectives de croissance à moyen terme.

Trump n'a pas renoncé à sa menace de se retirer de l'ALENA. Toute évolution dans cette direction pourrait être néfaste à l'économie des USA. Paradoxalement, elle pourrait aussi être néfaste à l'économie mexicaine, ce qui se traduirait alors par une augmentation de l'immigration illégale aux USA. Néanmoins en l'absence de ce scénario, du fait de l'évolution démographique, l'immigration en provenance de l'Amérique latine devrait continuer à diminuer.

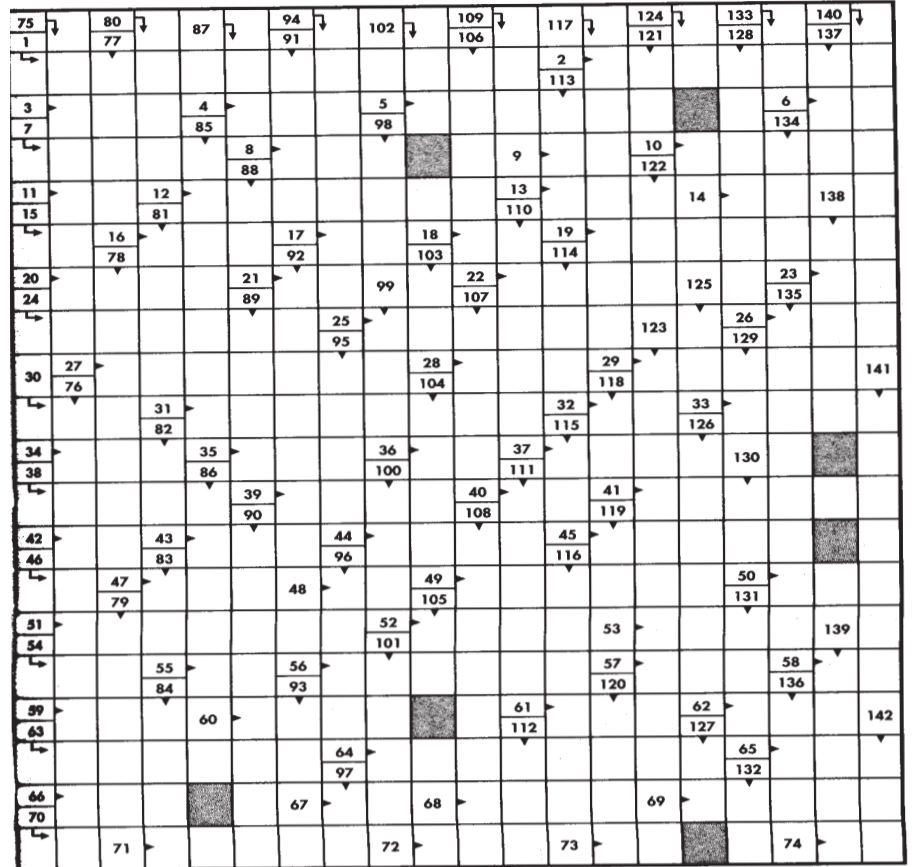
Sur le plan économique, la dérégulation financière constitue le plus grand danger de la politique de Trump. Son gouvernement et le Congrès à majorité républicaine essayent de revenir sur les protections à l'égard des risques systémiques mises en place après la crise financière de 2008. Mais ce genre de coup de fouet destiné à relancer l'économie se termine généralement mal. Quand le gouvernement de George W. Bush s'y est essayé, cela a débouché sur la Grande récession.

● **SIMON JOHNSON** est professeur à l'école de gestion Sloan du MIT.

Mots fléchés

Définitions :

1. Loyalement. 2. Sportif. 3. Net. 4. Tissu. 5. Cordons. 6. Théâtre. 7. CD. 8. Sport. 9. Note.
10. Âne et jument. 11. Note. 12. Tumeur. 13. Indien. 14. Île. 15. Symbole. 16. Bière.
17. Fleuve. 18. Symbole. 19. Du même avis. 20. Bienfait marin. 21. Métal blanc. 22. Opéra de Verdi.
23. Alternative. 24. Enfoncements. 25. Meuble. 26. Mélodie. 27. Assure l'absence de germes.
28. Patriarche. 29. Terrain. 30. Via. 31. Oiseau. 32. Jeu. 33. Non russe. 34. Se marre.
35. Fille de Cadmos. 36. Sur-Tille. 37. Alexandrin. 38. Vases. 39. Mille-pattes. 40. Symbole.
41. Étage. 42. Fleuve. 43. Prière. 44. Fils de Jacob. 45. Plume. 46. Âge. 47. Voie.
48. Crack. 49. Marche vite. 50. Roi d'Israël. 51. Limonadier. 52. État d'Afrique.
53. Saisons. 54. Divertissement. 55. Article espagnol. 56. Centre. 57. Précis. 58. À la node.
59. Amie. 60. Romance. 61. Embouchure. 62. Planche. 63. Ferme la marche. 64. Singes.
65. Coup au tennis. 66. Venue. 67. Symbole. 68. Port. 69. Élu de nouveau. 70. Note.
71. Existences. 72. Surface. 73. Pronom. 74. Liaison. 75. Instrument. 76. Convention.
77. Rivière anglaise. 78. Instrument. 79. Briller. 80. Vitesse. 81. Jeunes. 82. Règle.
83. Roulement. 84. Prince troyen. 85. Redresser. 86. Crayon. 87. Poil. 88. Saint.
89. Cor. 90. Surveillant. 91. Encouragement. 92. Fleuve de Guinée. 93. Fin de verbe.
94. Non dorsal. 95. De même. 96. Tel le fusil. 97. Symbole. 98. Taxe. 99. Bouche ouverte.
100. Fatigué. 101. Représentation. 102. Similitude. 103. Première version. 104. Dépôts.
105. Symbole. 106. Petits. 107. Premières. 108. Émousser. 109. Et la suite. 110. Bonnet.
111. Couleur. 112. Saison. 113. Attendri. 114. Terre. 115. Symbole. 116. Copie. 117. Élévation.
118. Symbole. 119. Oui russe. 120. Pronom. 121. Habitudes. 122. Grande école. 123. Taille.
124. Symbole. 125. Théâtre. 126. Sport. 127. Symbole. 128. Vire. 129. Adjectif.
130. Largeur. 131. Lettre grecque. 132. Article espagnol. 133. Symbole. 134. Monnaies.
135. Sécheresses. 136. Entourée d'eau. 137. Adjectif. 138. Humide. 139. Sépare.
140. Cheval. 141. Surface de sport. 142. Essai transformé.



Blaques

- Dis, maman, un ange ça vole ?
- Bien oui...
- Mais pourquoi, alors, la voisine ne vole-t-elle pas ?
- Pourquoi dis-tu ça ?
- Parce que papa a appelé la voisine « mon ange »...
- Attends demain, tu vas voir qu'elle va voler...



Solution du jeu dernier

T	A	I	F	D	E	A	U	P	O									
D	E	C	L	A	S	S	E	M	E	N	T	M	O	T	A	R	D	S
N	A	G	E	O	I	R	E	A	R	M	E	E	S	I	R	E		
A	N	S	R	B	U	T	S	E	S	U	I	S	S	E	S			
I	E	O	L	E	O	A	S	I	S	V	O	I	E	S				
O	S	E	G	A	L	O	P	S	N	O	I	R	E	S	T			
S	S	U	A	I	R	E	E	T	C	E	N	T	R	A	I			
U	P	P	E	R	C	U	T	P	R	E	L	E	O	T	A	G	E	
R	A	L	E	S	O	D	A	S	E	P	R	E	T	E	R			
M	E	L	E	B	L	T	E	R	R	E	D	S	C					
M	I	B	I	L	A	M	E	S	R	D	C	G	R	E				
M	I	E	L	B	N	U	E	N	E	H	O	U	P					
E	R	U	D	I	T	S	S	G	R	E	M	I	L	C				
T	R	G	A	H	O	C	K	E	Y	E	U	D	A	D				
A	R	S	E	R	E	E	L	A	P	O	N	R	I	E	N	I		
A	R	S	D	C	K	E	Y	G	E	L	L	E	R	S				
U	T	E	O	T	A	N	A	R	C	O	H	U	E	S				
A	G	I	L	I	T	E	S	K	I	F	A	U	T	E	R	I		
B	A	S	E	A	U	F	A	I	E	L	S	E						
H	Y	E	N	E	S	A	C	R	E	M	E	N	T	P	A	I	R	

Notre horoscope du jour

BÉLIER Né entre le 21 mars et le 20 avril
Faites un retour sur vous-même : que de dépenses inutiles par distraction ou facilité ! Refaites les comptes et ne vous en prenez qu'à vous-même si l'équilibre budgétaire n'est pas atteint. Mercure vous fait faire un retour vers votre enfance, vos racines. Vous portez un regard indulgent sur ceux qui vous ont aidé à vous construire et un peu de nostalgie vous accompagne dans ce voyage virtuel.

LION Né entre le 24 juillet et le 23 août
"Heureux en amour, malheureux en argent" voilà un proverbe qu'on n'aime guère et pourtant qui se révèle souvent juste entraînant l'euphorie du moment peut vous entraîner dans des dépenses incontrôlées. Essayez d'en parler avec l'élu (e). Avec humour ! Complicité et bonne humeur avec votre conjoint vous permettent d'envisager l'avenir plus sereinement. C'est le moment de discuter à cœur ouvert des projets que vous nourrissez pour vos enfants.

TAUREAU Né entre le 21 avril et le 21 mai
Il y a de vieux dictons qu'il faut savoir se remémorer : "Qui paye ses dettes s'enrichit". Impossible d'y échapper, réglez ce que vous devez dès maintenant. Vous vous en trouverez plus serein et plus déterminé face à l'avenir. Vous entretenez de bonnes relations avec la famille élargie même si de temps en temps il vous paraît plus sage de vous taire. Vous avez raison car les opinions si tranchées qui vous heurtent pourraient bien s'adoucir avec le temps.

VIERGE Né entre le 24 août et le 23 sept.
Le moment est idéal pour faire valoir vos qualités. Votre conscience professionnelle a été remarquée mais ne soyez pas trop direct. Ne précipitez rien les choses viendront d'elles-mêmes mais prochainement Les problèmes actuels pourraient se régler assez rapidement et facilement. Vous tirerez assez facilement votre épingle du jeu mais quoi qu'il en soit soyez toujours prudent.

GÉMEAUX Né entre le 22 mai et le 21 juin
Vous n'arrêtez pas et courez constamment de tous côtés : vous frôlez la dispersion. Il est temps de remettre à plat votre organisation afin d'aller à l'essentiel. Votre disponibilité nouvelle vous fera apprécier d'autant plus. Après une période d'efforts pour économiser, bien plus frustrante que vous n'osez vous l'avouer, une rentrée d'argent inattendue vous attend. Enfin ! Avouez que vous n'y croyiez plus et pourtant...

BALANCE Né entre le 24 sept. et le 23 oct.
L'envie d'apprendre est revenue et votre curiosité part dans tous les sens. Attention, vous vous dispersez inutilement : ciblez mieux vos efforts et ils seront mieux appréciés par votre hiérarchie. Oui à la générosité, elle vous est naturelle comme à tous les natiifs de votre signe, mais attention à la prodigalité. Réfléchissez mieux aux cadeaux que vous avez à faire, vous vous en trouverez bien.

SAGITTAIRE Né entre le 23 nov. et le 21 déc.
Au travail, bougez, apprenez, étudiez, intéressez-vous à ce que vous ne connaissez pas, établissez de nouvelles relations dans un autre service..... et en même temps prenez la vie du bon côté ! La conjonction vous est favorable mais surtout ne dévoilez pas vos projets : sachez garder le silence car il en va de leur réussite. Inutile de susciter l'envie de votre entourage professionnel.

CANCER Né entre le 22 juin et le 23 juillet
Difficile de tenir le cap de votre travail quand les contretemps s'accroissent. Cette situation vous fait grincer des dents mais pourtant seule la patience est la bonne réponse. Regardez de près vos contrats d'assurances, taxes, prêts et vous allez trouver des améliorations à leur apporter. N'hésitez pas à prendre conseil auprès d'un professionnel dont vous avez pu apprécier la compétence.

SCORPION Né entre le 24 oct. et le 22 nov.
Des décisions à prendre, réorganisez votre activité. Cela méritera une récompense et peut-être une rentrée d'argent supplémentaire de la part de votre patron. Les rentrées d'argent stagnent, certes, mais vous êtes capable de faire mieux en répartissant un peu autrement les dépenses ; vous allez en éprouver beaucoup de satisfaction et vous laisserez les autres à leurs plaintes inefficaces.

CAPRICORNE Né entre le 22 déc. et le 20 janv.
Ne pensez plus au travail, aujourd'hui c'est une journée sans fait particulier. Concentrez-vous sur le proche avenir et ressourcez-vous afin d'être d'attaque pour affronter les prochains jours. Vous avez dépensé beaucoup d'argent dernièrement. Soyez attentif à vos prochains achats, sinon la fin du mois sera difficile.

VERSEAU Né entre le 21 janv. et le 19 fév.
Journée pas très heureuse côté cœur à cause de Mars, votre ennemi du jour. Vous ne serez pas sur la même longueur d'onde que l'être aimé, aussi bien physiquement que sentimentalement. Ceux qui cherchent un cœur tendre devront attendre. Redoublez de prudence au volant et aussi en sport car vous n'êtes pas à l'abri d'une maladresse ou d'une étourderie et ce serait l'accident : ce serait dommage de se casser quelque chose en ce moment !

POISSONS Né entre le 20 fév. et le 20 mars
Au travail, le moment est venu de changer vos habitudes, votre itinéraire, votre emploi du temps ou votre type de collaboration. Un coup de pied dans la fourmière ? Non, n'allez pas jusque là ! Uranus va vous aider à sortir d'une situation financière délicate. Un projet immobilier pourrait ainsi voir le jour. Votre ténacité sera récompensée ; ne changez pas de ligne.

TOMBOUCTOU

Salaha Baby réélu à la tête de la Ligue de football

Seul candidat à sa succession, Salaha Baby a été réélu à l'unanimité le mardi 27 mars 2018 président de la Ligue régionale de football de Tombouctou à l'issue d'une Assemblée générale qui s'est tenue à la Cité des 333 saints.

Sans surprise, Salaha Baby a été réélu le 27 mars, président de la Ligue régionale de football de Tombouctou. Seul candidat à sa succession, il a été reconduit à l'unanimité, 5 voix sur 5, à l'issue d'une assemblée générale électorale qui s'est tenue à Tombouctou avec un bilan globalement favorable et apprécié des districts.

Après la vérification des mandats des différents délégués venus des cercles de Goundam Dire Niafounké Rharous et Tombouctou place a été faite à l'élection du nouveau président.

En plus il a apporté des innovations telles que des conseillers spéciaux dans l'exercice de ses fonctions. Le bureau se compose de 24 membres tandis que la Ligue de football regroupe 14 clubs et 5 districts sportifs.

Egalement président de la Jeanne d'Arc de Bamako, il dirige la Ligue régionale de football de Tombouctou depuis 2009. Il avait



déjà été réélu en 2010 et mars 2014.

En plus il a apporté des innovations telles que des conseillers spéciaux dans l'exercice de ses fonctions. Le bureau se compose de 24 membres tandis que la Ligue de football regroupe 14 clubs et 5 districts.

A la tête de l'instance régionale depuis plus de dix ans, Salaha Baby, agronome de profession, repart donc pour un nouveau mandat de quatre ans qui sera marqué par la communication à la base et la multiplication des compétitions.

● B. D. S.

MONDIAL-2026

La Fifa favoriserait la candidature conjointe Etats-Unis-Canada et Mexique

Selon plusieurs médias, le président de la fédération a écrit à la Fifa pour dénoncer l'introduction tardive de nouveaux critères d'éligibilité à l'organisation du Mondial 2026 de nature à défavoriser le Maroc par rapport au trio Etats-Unis - Canada - Mexique.

Le 13 juin prochain, la Fifa doit désigner qui du Maroc ou du trio Etats-Unis - Mexique - Canada organisera le Mondial 2026. Mais, quelques jours après la remise des deux dossiers de candidature, le président de la Fédération royale marocaine de football (FRMF) a

dénoncé un changement de certains critères d'éligibilité qui remettent en cause l'équité de l'attribution, comme il l'a rapporté dimanche à la presse marocaine. Ces nouvelles conditions sont imposées par la Fifa alors que de lourds soupçons de corruption

présent toujours sur l'attribution des Coupes du Monde 2018 et 2022 à la Russie et au Qatar (au détriment de l'Angleterre et... des Etats-Unis).

A suivre donc

SARR

Echosports

Can femmes 2018 : forfait de la Sierra-Leone face au Mali

Pour la destination Ghana, ce milieu de semaine marque le coup d'envoi de la phase éliminatoire de la Can des femmes dont le rendez-vous a été programmé la deuxième quinzaine du mois de novembre au Ghana. Notre pays a bénéficié du retrait de la Sierra Leone.

En revanche, la Guinée équatoriale qui figurait dans la liste des ayant-droits à un passeport direct pour le second tour, a été exclue de la compétition par la Fifa pour avoir aligné dix joueuses inéligibles lors des qualifications pour les jeux Olympiques de Rio 2016 et pour l'utilisation de documents « faux et falsifiés par deux joueuses ». Vingt-deux équipes sont sur la ligne de départ mais quatre d'entre elles n'entreront en lice qu'au deuxième et dernier tour, au mois de juin. Il s'agit du Nigéria, du Cameroun, de l'Afrique du Sud, en fonction de leur classement au cours des trois dernières éditions. S'est ajouté le Mali qui a bénéficié du retrait de la Sierra Leone. Le football féminin étant encore dans sa phase de développement, il est difficile d'établir une hiérarchie. Les meilleures équipes sont celles qui ont été dispensées du premier tour auxquelles il faut ajouter naturellement le Ghana qui a déjà une solide culture de football féminin. Les matches allers et retours du premier tour vont se jouer entre le 4 et le 10 avril. Il faudra faire attention à la fatigue de certains déplacements qui pourrait pénaliser les moins aguerries.

SARR

SALUBRITE ET SPORT

Saniyabulon, contre les sachets plastiques dans le stade

A l'occasion de la 1^e édition du tournoi sportif des régions du nord, les femmes de la ville de Mopti, à travers l'Association malienne Saniyabulon, ont nettoyé le stade Barema Bocoum en ramassant les sachets plastiques pendant la compétition de paix et de réconciliation qui s'est déroulée du 26 mars au 1^{er} avril.

Volontaire de la paix et de la réconciliation, à travers le sport, l'association malienne des femmes de la ville de Mopti, (Saniyabulon), s'est assignée comme mission d'assainir le stade Barema Bocoum, en ramassant les ordures pour réserver un cadre assaini aux spectateurs pendant le tournoi sportif des régions du nord. « Les femmes de Mopti ont trouvé l'idée de faire cette activité depuis un certain moment, mais il suffisait seulement de trouver un financement pour la concrétiser. Grâce au courage et au dévouement de ces femmes, l'Association Sanyabulon, par le biais de la mairie, a vu le jour. Je suis fière d'être parmi elles. Notre association est composée de 30 femmes et nous nous réunissons chaque samedi pour assainir une zone de la ville. Nous faisons nettoyer partout où nous passons dans la ville.

Il faut le reconnaître, l'autorité municipale, notamment Issa Kasanye maire urbain de Mopti, nous a aidées financièrement et matériellement. Saniyabulon est une association à but non lucratif et son adhésion est gratuite selon nos règlements», a affirmé Mouna Maïga, présidente du Saniyabulon.

Selon elle, Sanyabulon a décidé avec l'autorisation du directeur du stade Barema Bocoum de ramasser des sachets plastiques

et des ordures pour contribuer et développer la paix et la cohésion sociale. Une façon de montrer que le sport est facteur de brassage. Aux dires de la présidente, Saniyabulon compte mener une campagne de sensibilisation et de mobilisation pour que la population contribue au nettoyage et à la protection de l'environnement contre les sachets plastiques afin de préserver la santé de tous.

« Nous ramassons les sachets plastiques au sein du stade Barema Bocoum pour les mettre dans les poubelles. Après, nous les brûlons pour que les animaux ne les mangent pas. Nous invitons tout le monde à mettre leurs sachets dans les poubelles. Chaque samedi, nous faisons le nettoyage d'un lieu public comme les centres de santé, les écoles, l'administration, les mosquées et les stades.

Nous voulons contribuer en notre façon au bien être de tous et montrer à la population du sud que tout se passe bien chez nous. Nous demandons au gouvernement de nous mettre dans les conditions de travail, en nous procurant des balais, des poubelles, des gans et des chariots pour le transport des déchets afin de les brûler », a dit Souyeta Touré, commerçante.

● MAMADOU SANGARÉ (stagiaire)

Vie de stars

Comment Playboy a «sauvé la vie» de Pamela Anderson

Dans une interview accordée au magazine «Us Weekly», Pamela Anderson raconte avoir été victime d'agressions sexuelles avant de devenir playmate. C'est grâce à Playboy qu'elle a retrouvé confiance en elle : «Cela m'a réellement sauvé la vie». Avant d'être playmate, Pamela Anderson faisait déjà l'objet du désir des hommes. À son insu. Dans une interview accordée au magazine «Us Weekly», elle raconte avoir été victime d'agressions sexuelles : «Mes premières expériences avec les hommes n'étaient pas des relations consenties».



Un traumatisme dont elle s'est remise grâce à Playboy. «En tant que jeune femme, Playboy m'a donné confiance en moi. Cela m'a réellement sauvé la vie», assure celle qui a été 14 fois en couverture du magazine érotique depuis 1989.

● People

Systeme de surveillance

Securiser votre maison
Et votre bureau



Controle a distance



Ampoule espion



Detecteur de mouvement



Avec vision nocturne

Contact:

44 39 51 77
76 97 97 90
contact@gbtmali.com

Adresse

ACI 2000 - Rue
de la Clinique
Lac Tele
Bamako-Mali